

Avoir les yeux ouverts

Ce n'est pas être éveillé, qu'il faut. Ce n'est pas être réveillé non plus. C'est d'avoir les yeux ouverts et être lucide. De voir les choses comme elles sont, non comme on vous les présente systématiquement. Et, hélas ! de les accepter telles qu'on vous les livre sans autre forme de procès, comme des vérités admises par le consensus, fausses vérités qui ne se discutent pas.

Français, quand allez-vous ouvrir les yeux sur les véritables causes qui minent la France depuis des décennies, et même depuis 230 ans ? Depuis la Révolution française ? Ce mal absolu, incurable, qui semble vous tenir dans un demi coma mental mortel vous empêchant d'avoir les yeux ouverts et le cerveau activé ?

Ce mal, s'appelle la **République Française**, cause réelle de toutes les pathologies sociales et humaines dont souffre notre pays. Le régime républicain, ou plutôt le Système politique républicain, est fait ou a été conçu pour traiter les EFFETS d'un Mal voulu, imposé, et analyser ses CONSÉQUENCES sans jamais remonter aux CAUSES, puis les traiter consécutivement. Pourquoi est-il nécessaire de remonter aux causes ? Parce que c'est la seule façon d'atteindre les sources du Mal, donc la Vérité, et de le désigner clairement. Mais il est interdit d'y faire même une simple allusion. Au fil des années, les maux s'ajoutant aux maux, le peuple français se retrouve dans un état d'affaissement, d'avachissement catatonique désespéré, sombrant lentement dans le confort ouaté d'une mort silencieuse, sans réaction, sans la moindre manifestation de son instinct de survie, comme privé de ses défenses naturelles intellectuelles et morales vitales.

Si les Français ouvrent les yeux, ils risquent de les ouvrir dans un pays ultra-communiste, sans même se rendre compte qu'ils y sont déjà entré virtuellement depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Même les Chinois, tout communistes qu'ils sont jusque dans leurs gènes, respectent encore leur pays. L'État républicain français va bien plus loin que les Chinois, puisqu'il considère que la France n'existe plus et que les Français de souche, ça ne vaut même pas la confiture qu'on donne aux cochons.

Ils ne maîtrisent rien

N'allons pas chercher ailleurs ni plus loin que dans le Système politique républicain auquel je mets exceptionnellement un 'S' majuscule, la cause générale de tous les maux dont souffre notre pays. Quelques exemples.

— La submersion migratoire incontrôlée, et la dissolution ethnique du peuplement français d'origine, dissout dans un brouet multiracial et multiculturel anhistorique, c'est la République.

— L'effondrement de la natalité autochtone, le désertion des femmes du foyer familial et leur instrumentalisation en politique, c'est la République.

— L'effondrement des valeurs civilisationnelles françaises au profit des idéologies pernicieuses et perverses, c'est la République.

— Le mépris de la nation française, de son peuple autochtone, et la dénonciation de toute forme d'enracinement, d'attachement patriotique à son pays, c'est la République.

— La haine de la religion catholique et la déchristianisation punitive de la France, c'est la République.

— L'abolition de la liberté d'expression, de la liberté de réunion, la censure, la répression, les persécutions judiciaires contre tous ceux qui osent combattre la pensée unique totalitaire, c'est la République.

— La transformation de la presse d'information généraliste nationale et régionale en organisation de propagande gouvernementale, faisant de la profession de journaliste une agence d'agents désinformateurs et de commissaires politiques au service des puissances politico-bancaires (nauffrage et déshonneur d'une profession), c'est la République.

— L'effondrement général de l'enseignement scolaire, universitaire, et des structures sociales de l'État, n'entrons pas dans le détail qui nous dépasse et dépasse l'entendement, c'est la République.

— La médiocratisation des productions intellectuelles et artistiques d'aujourd'hui : littérature, musique, cinéma, etc., c'est la République.

— Le pourrissement des mœurs publiques au profit de la vulgarité de masse et de l'instrumentalisation sexualisée de la femme et de l'enfant, c'est la République.

— La perte du sens des responsabilités et de l'initiative individuelle au profit de la prise en charge de l'individu par l'État, c'est la République.

— L'endettement démentiel de l'État et des collectivités locales à des hauteurs stratosphériques, faisant que l'État républicain est virtuellement en situation de faillite au stade 3 de la procédure, liquidation politique et judiciaire annoncées, c'est la République.

— La corruption de nos prétendus représentants politiques et des institutions publiques, le gaspillage à vau-l'eau de nos deniers publics, c'est la République.

— Le scandale du système associatif subventionné (1 300 000 assos sous le label bon à tout faire dit « socio-culturel »), organisé comme un véritable réseau d'influence politique et de parasitisme social, principalement utilisé comme relais de propagande électorale au service des élus locaux ou nationaux, c'est la République.

— La mainmise et l'emprise totalitaire des syndicats révolutionnaires sur la Fonction publique, et leur action jusqu'au-boutiste dans le privé qui ruine les entreprises ou les poussent à des délocalisations massives, c'est la République.

— L'explosion de l'insécurité générale dans le pays, ensauvagement, violences physiques, meurtres à répétitions, déprédations en tous genres, trafics illicites, c'est la République.

— Le détournement de plus en plus remarqué de la Police Nationale en police d'État et en Garde prétorienne au service du régime et des gouvernements en place, c'est la République.

— La pratique d'une justice laxiste faisant de la victime le bourreau et le bourreau la victime, au point que le crime finit par trouver sa légitimité dans la culture de l'excuse, c'est la République.

— La rupture des relations gouvernementales et des liens privilégiés qui nous unissaient à nos anciennes colonies, aujourd'hui livrées à elles-mêmes et aux appétits des grandes puissances mondiales, c'est la République.

— Déclarer des guerres qu'elle est incapable de gagner, puis faire appel à la puissance étasunienne qui se mobilise mollement à son secours, plutôt sur la fin, quand les carottes sont cuites et qu'il y a de bonnes affaires à tirer du chaos, c'est la République.

— L'annihilation des frontières et le désarmement défensif à un niveau dangereux d'exposition du territoire national, c'est la République.

— L'inféodation de l'État français à l'Union Européenne, elle-même bastion illégitime vassalisé des États-Unis d'Amérique, c'est la République.

— L'effondrement du système médical de santé publique avec difficultés d'accéder aux soins et à leur remboursement, c'est la République.

— L'accumulation des déficits budgétaires et des comptes courants nationaux : entre autres Sécurité sociale et Commerce extérieur, c'est la République.

— La désindustrialisation maladroite et brutale de la France, c'est la République.

— La vente des pépites de l'industrie française et la prise de contrôle de nos entreprises stratégiques par des puissances étrangères, c'est la République.

— L'enlaidissement des villes, le vandalisme institutionnel des environnements urbains, béton, bitume, artificialisation des terres cultivables, c'est la République.

— La haine du paysan et la désertification des campagnes, les terres agricoles, les forêts en surexploitation livrées à la spéculation, la razzia des corps de fermes transformés au bénéfice des néoruraux et autres amateurs de résidences secondaires sans liens avec la terre, c'est la République.

— L'industrialisation à outrance de l'agriculture au détriment des lois de la nature, au respect de la vie et de la matière vivante, c'est la République, etc., etc., etc.

Imaginons un instant que les entreprises privées, c'est-à-dire la richesse nationale productive (hors CAC 40, nous sommes dans un autre cas de figure), soient gérées à la godille et au doigt mouillé comme le sont l'État français républicain et les Institutions publiques. Les rues et places publiques ne seraient plus envahies de terrasses de café comme on le voit aujourd'hui, où les chômeurs et les bras-cassés institutionnels viennent exposer leur couenne aux premiers rayons de soleil ; elles seraient jonchées de milliers de mains tendues implorant une pièce pour faire manger les enfants. Sincèrement demandons-nous à quoi servent les 48000 hauts-fonctionnaires (?) patrons du Système, censés faire tourner rond cette machinerie gravement déglinguée qu'est l'État républicain ?

En fait, ils ne maîtrisent rien parce qu'ils ne sont bons à rien, parce qu'ils font valoir des valeurs négatives, dépréciatives, puis favorisent et mettent à la tête les médiocres, pénalisant systématiquement les meilleurs ; résultat, gabegie, corruption, incompétence, incurie, à tous les étages. La vie est d'autant plus belle pour les élus républicains qu'ils vivent et décident sur des budgets abondés par les prélèvements obligatoires, au contraire des privés qui, eux, n'ont de budget que ceux qu'ils retirent de leur propre travail, tout en contribuant aux budgets publics ; ils peuvent saigner à blanc le contribuable, on ne leur demande aucun compte.

Chacun peut allonger la liste à plaisir et dans le détails (dans ce cas, il vous faudra un gros bloc-notes), mais surtout ne pas venir dire qu'il y a aussi du bon dans la République, car il n'y a rien de bon dans le Système républicain, définitivement rien ; ayant été construit sur le mensonge et imposé par l'usage d'une violence meurtrière institutionnelle féroce, au résultat il ne peut y avoir rien de bien, de bon, de beau, de juste, de vrai, de noble, de grand, de valeureux, d'estimable ; tout est faux, hypocrite, feint, affecté, simulé, prétexté, idéologisé ; la République, c'est le côté sombre de la force : jamais du côté de la lumière ; la lumière c'est la vérité, et la vérité comme la lumière, les républicains ne supportent pas de la regarder en face.

*

Le peuple français est partagé entre deux camps : d'un côté les fonctionnaires, c'est-à-dire les gens pour qui seul compte les privilèges et les droits acquis, et le reste on s'en fiche ; de l'autre, les privés, ceux pour qui seul compte le business et le reste on s'en fiche (1). Entre ces deux monstrueux blocs d'indifférence, voire d'égoïsme collectif à l'égard de leur propre peuple, de leur propre pays — ils sortent des mêmes moules scolaires et universitaires —, on essaie de ne pas perdre la face, de rester les yeux ouverts et ce n'est pas simple, même si, incontestablement, c'est le privé qui nourrit le public et non l'inverse. Nous sommes féroce­ment tenus, soumis, aliénés, à la dictature de ce matérialisme ambiant, torride, qui dessèche les âmes, un matérialisme allié à un relativisme et une bassesse morale des plus erratiques qui rendent stupide. Du temps où la France était encore un pays respecté et respectable, ma grand-mère m'avait appris qu'on ne dépense que ce que l'on gagne. Les Français ont été habitués à vivre à crédit (il n'y a pas si longtemps encore, vivre à crédit, en France, était une honte) ; puis on est passé du crédit à l'endettement permanent, le crédit devenant une drogue, et la monnaie une fausse monnaie de vrais faux-monnayeurs ; cette fuite en avant les a transformés en consommateurs insatiables de biens matériels aussi futiles que débiles, susceptibles de maintenir le cerveau des masses à l'état d'éponges imbibées de tous les immondices et autres saletés sous-culturelles dont ils sont gavés à jet continu, sans autre procès de réflexion.

En 230 ans, la République aura réussi à transformer le peuple français, ce grand peuple conquérant, entreprenant, fier de son histoire nationale (même avec ses défauts), et de tous les siens qui ont contribué à construire ce pays par l'exemple édifiant de ses héros, de ses grands saints, de ses bâtisseurs, de toute sa civilisation millénaire et de sa surnaturelle foi dans le Christ fondateur, cette foi qui transporte les montagnes ; oui, 230 ans de République auront réussi à transformer le peuple français en un peuple de consommateurs dégénérés avides, un amas

cellulaire inorganique d'apparence humanisée, sans consistance carnée ni colonne vertébrale, n'ayant même plus de cerveau efficient, avalant sans le moindre esprit critique ce que disent la presse, la télévision, vivant les psychoses ou frayeurs ancestrales artificiellement créées par le Système pour les entretenir dans un état permanent de terreur ou de sidération (désinformation, diabolisation, répression, persécutions, provocations anxiogènes, etc.), à seule fin de les rabaisser, de soumettre les populations par tous les moyens les plus moralement déloyaux, pour ne pas dire sordides.

Cette réduction à l'état de larves humaines des peuples dits modernes (ni Dieu, ni Roi, mais l'État vache à lait), qui rongent la planète, la boulochent, tels les amas neuro-végétatifs invasifs évoqués ci-dessus, ne peut pas ne pas faire penser à cette dame espagnole présumée Maire de Paris ayant fait de la capitale de la France, la capitale mondiale des rats d'égouts et des punaises de lit. Telles émergent les nouvelles populations occupant le territoire français ; que la République dite « française » ne soit plus qu'un sinistre théâtre de décomposition humaine ayant transformé la France en une vaste poubelle à ciel ouvert, seul univers du « vivre ensemble » dans lequel les républicains, toutes tendances confondues, se meuvent à leur aise, n'est plus pour surprendre ; non plus que faisant de la plus ancienne nation civilisée du monde un collecteur d'égouts, une fosse d'aisance à l'air libre, puante, polluante, à vomir ; voilà une métaphore du réel qui n'est pas pour me faire déplaisir, et ne peut que ragaillardir mon farouche combat contre les forces du Mal à l'œuvre dans la destruction de ce qui est, de ce qui reste encore mon pays.

J'accuse cette populace républicaine, faite de fric, de froc, de frac, d'où qu'elle sorte et qui soit-elle, d'être responsable de ce grand désastre eschatologique qui conduit la France à la mort ; et je ne confonds pas peuple et populace ; je ne confonds pas les lâches, les pleutres, les traîtres et leurs comparses qui dirigent ce pays, avec ceux de nos compatriotes qui ont encore un sens aigu de l'honneur, et sont capables, dans un vigoureux sursaut de dignité, de combattre les forces du Mal avant que ne survienne l'inexorable. (11, 2023) – forcefrancaise.com

1) Les gens du public sont généralement beaucoup plus politisés que les gens du privé. Comparativement, sans le biais syndical, les agents de la fonction publique ont beaucoup plus de temps et d'opportunités à leur disposition pour s'engager en politique (mise en disponibilité). De plus, s'ils réintègrent l'Administration, ils reprendront leur fonction au même grade que s'ils n'avaient pas quitté leur emploi. Dans le privé, sauf exception, entre le travail en entreprise et la politique, il faut choisir.
